

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union-Discipline-Travail

Décret n° 2012-1030 du 24 octobre 2012
portant attributions, organisation et
fonctionnement de l'Agence d'Etudes et de
Promotion de l'Emploi dénommée AGEPE

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du Ministre d'Etat, Ministre de l'Emploi, des Affaires
Sociales et de la Solidarité et du Ministre de l'Economie et des Finances,

- Vu la Constitution ;
- Vu la loi n° 98-388 du 2 juillet 1998 fixant les règles générales relatives aux
Etablissements Publics Nationaux et portant création de catégories
d'établissements publics et abrogeant la loi n° 80-1070 du 13 septembre
1980 ;
- Vu le décret n° 2011-222 du 7 septembre 2011 portant organisation du Ministère
de l'Economie et des Finances ;
- Vu le décret n° 2011-281 du 5 octobre 2011 portant organisation du Ministère
d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Solidarité ;
- Vu le décret n° 2012-241 du 13 mars 2012 portant nomination du Premier
Ministre ;
- Vu le décret n° 2012-242 du 13 mars 2012 portant nomination des Membres du
Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2012-484 du 04 juin 2012 ;
- Vu le décret n° 2012-625 du 6 juillet 2012 portant attributions des Membres du
Gouvernement ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Le présent décret a pour objet de déterminer les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi, créée par le décret n°93-221 du 03 février 1993.

L'AGEPE est un établissement public à caractère industriel et commercial.

Article 2 : Le siège de l'AGEPE est fixé à Abidjan. Il peut toutefois être transféré en tout autre lieu du territoire national par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre chargé de l'Emploi.

Article 3 : L'AGEPE est placée sous la tutelle technique du Ministre chargé de l'Emploi et sous la tutelle économique et financière du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Article 4 : L'AGEPE initie et conduit, en liaison avec les ministères et les autres acteurs institutionnels agissant dans le domaine de l'emploi, toutes activités relatives à la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi. Elle assure notamment la promotion de l'emploi et les missions d'observatoire de l'emploi, des métiers et de la formation.

A ce titre, l'AGEPE est chargée :

- de mettre en œuvre les programmes d'emploi initiés par le Gouvernement ;
- de gérer les mesures spéciales en matière d'emploi ;
- de contribuer à toutes actions visant à assurer une meilleure adéquation Formation - Emploi ;
- de développer des opportunités d'emploi en faveur des personnes handicapées et des catégories particulières de demandeurs d'emploi ;
- de promouvoir la micro entreprise, le travail indépendant et les travaux à haute intensité de main d'œuvre ;
- d'initier des partenariats pour le développement de l'emploi ;
- de rechercher, en liaison avec le Ministère en charge de l'Economie et des Finances, le financement pour toutes les actions de promotion de l'emploi et de valorisations des compétences ;
- d'assurer le conseil et l'orientation professionnels ;
- de prospecter le marché du travail en vue du placement des demandeurs d'emploi ;

- d'organiser la recherche des compétences et les recrutements des travailleurs pour le compte des entreprises ;
- de participer au processus de recrutement d'agents publics ;
- d'assister et de conseiller les employeurs dans la définition de leurs besoins en compétence ;
- de conduire toutes actions visant à développer l'employabilité des demandeurs d'emploi ;
- de faciliter la mobilité géographique et professionnelle de la main d'œuvre et des compétences ;
- d'assurer la gestion administrative et financière de l'aide au chômage ;
- d'appliquer les mesures légales et réglementaires relatives à la gestion et au suivi de l'emploi ;
- de constituer une base de données relatives à l'emploi, au métier, au chômage et à la formation ;
- de contribuer à la mise en place d'un système d'information pérenne et opérationnel sur l'emploi, le marché du travail et la formation professionnelle ;
- de produire et de diffuser l'information de façon régulière des indicateurs statistiques fiables pour le suivi de l'emploi, du marché du travail et de la formation professionnelle.

Article 5 :

Les organes de l'AGEPE sont :

- le Conseil de Gestion ;
- la Direction Générale ;
- le Conseil Scientifique.

TITRE II : LE CONSEIL DE GESTION

Article 6 :

Le Conseil de Gestion est composé de huit membres dont six au titre de l'Etat et deux au titre des organisations professionnelles :

Au titre de l'Etat :

- un représentant du Président de la République ;
- un représentant du Premier Ministre ;
- un représentant du Ministre chargé de l'Emploi ;
- un représentant du Ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- un représentant du Ministre chargé de l'Artisanat et de la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises ;
- un représentant du Ministre chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

Au titre des organisations professionnelles :

- un représentant du Patronat ;
- un représentant des travailleurs.

Article 7 :

Le Président et les membres du Conseil de Gestion sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition des autorités dont ils relèvent. Ils sont révoqués dans les mêmes conditions.

En cas de vacance de siège par décès, démission ou révocation d'un membre du Conseil de Gestion, il est pourvu à son remplacement dans les mêmes conditions que celles de sa nomination.

La fonction de membre du Conseil de Gestion est incompatible avec tout emploi rémunéré par l'AGEPE.

Article 8 :

Les membres du Conseil de Gestion perçoivent une prime de responsabilité conformément à la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le Conseil de Gestion contrôle les activités de l'AGEPE.

A ce titre, il délibère sur :

- les programmes annuels d'activités ;
- les projets de budget et de modifications de budget en cours d'année ;
- les rapports comptables et financiers ;
- l'achat et la vente des biens meubles et immeubles ;
- l'acceptation ou le refus des dons et legs ;
- les marchés, baux et locations d'immeubles.

Outre les pouvoirs et attributions, les actes ci-après du Directeur Général de L'AGEPE sont soumis à l'autorisation préalable dudit Conseil :

- les modifications apportées à l'organisation de l'AGEPE ;
- le programme annuel d'action de l'AGEPE ;
- le rapport annuel sur la gestion et les activités de l'AGEPE ;
- la nomination des responsables et du personnel.

Article 10 :

Le Conseil de Gestion se réunit aussi souvent que nécessaire et, au moins quatre fois par an, sur convocation de son Président.

Il peut également se réunir à la demande du Directeur Général de l'AGEPE ou du quart au moins de ses membres.

Le Directeur Général assure le secrétariat du Conseil de Gestion.

Le Président du Conseil de Gestion peut également inviter aux réunions du Conseil, avec voix consultative, toute personne dont il estime utile d'entendre les avis.

Le Conseil de Gestion ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente. Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil de Gestion est à nouveau convoqué avec le

Article 15:

La Direction Générale de l'AGEPE comprend quatre départements :

- le Département de la Promotion de l'Emploi Salarié ;
- le Département de la Promotion de l'Emploi Indépendant ;
- le Département de la Promotion de l'Emploi Local ;
- l'Observatoire de l'Emploi, des Métiers et de la Formation.

Les départements sont dirigés par des Chefs de département nommés par arrêté du Ministre chargé de l'Emploi, sur proposition du Directeur Général, après approbation du Conseil de Gestion.

Article 16 :

Les départements comprennent des divisions qui sont dirigées par des Chefs de division nommés par décision du Directeur Général, après approbation du Conseil de Gestion.

Les attributions, l'organisation et le fonctionnement des divisions sont fixées par un arrêté du Ministre chargé de l'Emploi, sur proposition du Directeur Général, après approbation du Conseil de gestion.

Article 17 :

Le Département de la Promotion de l'Emploi Salarié est chargé :

- d'informer et de sensibiliser les demandeurs d'emploi ;
- de prospecter et de rapprocher les offres et les demandes d'emploi ;
- de conseiller, d'orienter et de placer les demandeurs d'emploi ;
- d'assurer le conseil en recrutement et en gestion des ressources humaines ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des politiques d'incitation à l'embauche ;
- d'assurer la gestion des agréments des cabinets privés de placement ;
- de promouvoir, de contrôler et de suivre l'application des programmes d'emplois ;
- de concevoir et de gérer un système approprié d'indemnisation des chômeurs ;
- de contrôler l'emploi.

Article 18 :

Le Département de la Promotion de l'Emploi Indépendant est chargé :

- de sensibiliser à l'auto-emploi ;
- d'accueillir, d'informer, d'enregistrer et d'encadrer les porteurs de projets ;
- d'assurer l'assistance technique et le suivi des promoteurs de projets ;
- de mettre en œuvre les programmes du Gouvernement relatifs au développement de l'auto-emploi ;

Article 15:

La Direction Générale de l'AGEPE comprend quatre départements :

- le Département de la Promotion de l'Emploi Salarié ;
- le Département de la Promotion de l'Emploi Indépendant ;
- le Département de la Promotion de l'Emploi Local ;
- l'Observatoire de l'Emploi, des Métiers et de la Formation.

Les départements sont dirigés par des Chefs de département nommés par arrêté du Ministre chargé de l'Emploi, sur proposition du Directeur Général, après approbation du Conseil de Gestion.

Article 16 :

Les départements comprennent des divisions qui sont dirigées par des Chefs de division nommés par décision du Directeur Général, après approbation du Conseil de Gestion.

Les attributions, l'organisation et le fonctionnement des divisions sont fixées par un arrêté du Ministre chargé de l'Emploi, sur proposition du Directeur Général, après approbation du Conseil de gestion.

Article 17 :

Le Département de la Promotion de l'Emploi Salarié est chargé :

- d'informer et de sensibiliser les demandeurs d'emploi ;
- de prospecter et de rapprocher les offres et les demandes d'emploi ;
- de conseiller, d'orienter et de placer les demandeurs d'emploi ;
- d'assurer le conseil en recrutement et en gestion des ressources humaines ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des politiques d'incitation à l'embauche ;
- d'assurer la gestion des agréments des cabinets privés de placement ;
- de promouvoir, de contrôler et de suivre l'application des programmes d'emplois ;
- de concevoir et de gérer un système approprié d'indemnisation des chômeurs ;
- de contrôler l'emploi.

Article 18 :

Le Département de la Promotion de l'Emploi Indépendant est chargé :

- de sensibiliser à l'auto-emploi ;
- d'accueillir, d'informer, d'enregistrer et d'encadrer les porteurs de projets ;
- d'assurer l'assistance technique et le suivi des promoteurs de projets ;
- de mettre en œuvre les programmes du Gouvernement relatifs au développement de l'auto-emploi ;

- de réaliser toutes les études relatives à l'auto-emploi.

Article 19 :

Le Département de la Promotion de l'Emploi Local est chargé :

- de coordonner les activités des structures déconcentrées de l'AGEPE que sont les Divisions Régionales;
- de suivre la mise en œuvre de toutes les directives de la Direction de l'AGEPE auprès des Divisions Régionales ;
- d'assurer le suivi et d'élaborer le rapport d'activités des Divisions Régionales ;
- d'assurer la liaison et la compensation des offres d'emploi non satisfaites entre toutes les Divisions Régionales ;
- de veiller à l'articulation des actions de chaque Division Régionale autour des potentialités économiques et des bassins d'emploi de la zone d'implantation.

Le Département de la Promotion de l'Emploi Local comprend des Divisions Régionales qui sont dirigées par des Chefs de Divisions Régionales nommés par décision du Directeur Général, après approbation du Conseil de Gestion.

Article 20 :

L'Observatoire de l'Emploi, des Métiers et de la Formation est chargé :

- de constituer une base de données relatives à l'emploi, au métier, au chômage et à la formation ;
- de contribuer à la mise en place d'un système d'information pérenne et opérationnel sur l'emploi, le marché du travail et la formation ;
- de produire de façon régulière des indicateurs statistiques fiables pour le suivi de l'emploi, du marché du travail et de la formation ;
- de développer en son sein, des compétences susceptibles de réaliser des études et analyses approfondies à différents niveaux de décision et pour l'ensemble des partenaires sociaux ;
- de diffuser l'information pour promouvoir la qualité du dialogue sur l'emploi et la formation.

Article 21:

Le personnel de l'AGEPE est composé de fonctionnaires régis par le Statut Général de la Fonction Publique et d'agents contractuels régis par le code du travail et les textes subséquents.

Le personnel de l'AGEPE peut bénéficier d'indemnités particulières et de primes d'incitation ou de rendement dans les conditions fixées par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Emploi et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances sur proposition du Directeur Général de l'AGEPE.

TITRE IV : LE CONSEIL SCIENTIFIQUE

Article 22 : Le Conseil Scientifique est chargé :

- de définir avec le Directeur Général et le Conseil de Gestion l'orientation générale des activités d'études de l'AGEPE ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre les programmes d'études relevant des missions de l'AGEPE ;
- de donner un avis sur toute autre question d'ordre scientifique ou méthodologique qui lui est soumise par le Conseil de Gestion.

Article 23 : Le Conseil Scientifique est composé :

- du Directeur Général de l'AGEPE ;
- du Chef de l'Observatoire de l'Emploi, des Métiers et de la Formation
- d'un expert nommé par le Ministre chargé de la Formation Professionnelle ;
- d'un expert nommé par le Ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- de deux experts désignés par les chambres consulaires ;
- d'un expert représentant l'Institut National de la Statistique, en abrégé INS ;
- d'un expert représentant l'Ecole Nationale Supérieure de Statistiques et d'Economie Appliquée, en abrégé ENSEA.
- d'un expert représentant le Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales, en abrégé CIREs.

Le Conseil Scientifique peut faire appel à toute personne-ressource dont la compétence est jugée nécessaire pour ses travaux.

Article 24 :

Le Conseil Scientifique se réunit au moins quatre fois par an et chaque fois que de besoin, sur convocation de son Président.

Il peut également se réunir à la demande du Directeur Général ou du quart au moins de ses membres.

Le secrétariat du Conseil Scientifique est assuré par le Chef de l'Observatoire de l'Emploi, des Métiers et de la Formation.

Article 25 :

Le Conseil Scientifique ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente. Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil Scientifique est à nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai de quinze jours. Il délibère alors quel que soit le nombre des membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante.

Article 26 :

Les fonctions des membres du Conseil Scientifique ne sont pas rémunérées. Cependant, ils peuvent percevoir une prime de responsabilité dont les modalités d'attribution seront déterminées par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Emploi et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

TITRE IV : REGIME FINANCIER ET COMPTABLE

Article 27 :

Les recettes et les dépenses de l'AGEPE sont prévues et évaluées dans le budget annuel de l'établissement conformément aux règles en vigueur dans les Etablissements Publics Nationaux.

Les recettes de l'AGEPE proviennent :

- des produits des prestations de service ;
- des fonds générés par les frais de visa du contrat de travail des personnels non nationaux ;
- des prestations de services prévues dans la convention signée avec l'Etat pour la production systématique et régulière d'une liste minimale de publications statistiques annuelles et infra annuelles ainsi que d'études ;
- des apports provenant du Fonds de Développement de la Formation professionnelle, en abrégé FDFP, et éventuellement des autres fonds nationaux ;
- des contributions des organisations d'employeurs et de travailleurs ;
- des produits des biens meubles et immeubles aliénés dans les conditions fixées par les textes en vigueur ;
- des dons et legs ;
- des dotations et des subventions du budget de l'Etat ;
- des subventions d'organismes publics ou privés, nationaux ou internationaux ;
- des produits de leurs emprunts.

Les dépenses sont constituées par :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'investissement.

Article 28:

Les fonds de l'AGEPE sont des deniers publics. Ils sont déposés au Trésor public ou à la Banque Nationale d'Investissement, en abrégé BNI.

TITRE V : CONTROLE

Article 29 :

Il est nommé auprès de l'AGEPE, par arrêté du Ministre chargé de l'Economie et des Finances, un contrôleur budgétaire.

Le Contrôleur Budgétaire est chargé :

- de contrôler l'exécution du budget de l'AGEPE en recettes et en dépenses ;
- de suivre l'élaboration du projet de budget de l'AGEPE ;
- de participer, avec voix consultative, aux réunions de Conseil de Gestion lorsqu'il traite des questions Budgétaires.

Article 30:

Il est nommé auprès de l'AGEPE, par arrêté du Ministre chargé de l'Economie et des Finances, un agent comptable ayant la qualité de comptable public et sous la responsabilité personnelle et pécuniaire duquel sont effectuées les opérations financières de l'Etablissement.

TITRE VI : DISPOSITIONS FINALES

Article 31 :

Le présent décret abroge les dispositions contraires du décret n° 93-221 du 03 février 1993, tel que modifié par le décret n° 98-507 du 16 septembre 1998 susvisé.

Article 32 :

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Solidarité et le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Copie certifiée conforme à l'original
Le Secrétaire Général du Gouvernement

Fait à Abidjan, le 24 octobre 2012



Sansan KAMBILE

Alassane OUATTARA